

Fonction publique : quelle rentrée ? Quel nouveau périmètre dédié à l'administration ?

Deux questions rythment les annonces proclamées par nos édiles politiques en cette rentrée 2007 : **quel avenir veulent-ils assigner à la fonction publique française et quel service public veulent-ils donner aux usagers citoyens ?**

Aux réponses qui vont être données à ces deux problématiques, dépendront les débats autour «du nombre et du niveau de qualification des fonctionnaires» et leurs orientations.

Or, le ministre du budget, Eric Woerth, et le secrétaire d'Etat à la fonction publique, André Santini, **qui veulent débattre du périmètre de la Fonction Publique**, doivent lancer à l'automne quatre conférences :

- Pouvoir d'achat ;
- Dialogue social ;
- Parcours professionnels ;
- **Valeurs et missions de la fonction publique dès le 1^{er} octobre 2007.**

Dans un délai de 6 mois, **Bercy devrait « livrer » un livre blanc** avec des mesures concrètes et un calendrier d'application **pour « moderniser l'administration, redéfinir le rôle de l'Etat, 1^{er} employeur de France, instaurer une vraie gestion des Ressources Humaines... ».**

Ainsi, seraient discutés, «sans tabou», nouveaux métiers, nouveaux besoins des usagers, tracé des frontières entre public et privé...

Il est d'ailleurs envisagé par les 2 ministres d'innover dans la forme de dialogue social par l'organisation en province de rencontres directes avec les syndicats mais aussi avec « les bases », agents notamment des jeunes, élus locaux, usagers...

Ainsi, pourrait être **contourné le dialogue « institutionnel »** entre les 8 fédérations de fonctionnaires représentatives au conseil supérieur de la fonction publique et leur « poignée » d'interlocuteurs de la haute fonction publique, qualifié par certains «d'éternel ronron statique».

La commission Attali sur la libération des freins à la croissance pourrait s'inspirer des réformes d'autres pays (Italie, Danemark et Suède, Canada, Allemagne, Royaume- Uni), recensées dans le « rapport introductif » : il est « intéressant » **de noter la présence de Franco Bassanini, ancien ministre italien de la fonction publique, qui propose certaines pistes pour « améliorer la qualité en réduisant effectifs et coûts de gestion ... ».**

Et, si son appréciation sur les directeurs d'administration, dont il estime « les salaires trop élevés et pas assez liés aux résultats », pourrait en faire acquiescer certains, ses pistes proposées sur la gestion des ressources humaines **doivent nous interpeller** puisqu'elles permettraient une plus grande flexibilité dans le traitement du personnel, plus proche du secteur privé, «pour engendrer concurrence et croissance», à savoir :

- Décentraliser, améliorer la division du travail en retirant à l'administration centrale des tâches qui peuvent être traitées au niveau local,
- Application du principe de subsidiarité en déléguant d'amples pouvoirs aux collectivités locales, guichet unique pour obtenir une autorisation ministérielle, recours à internet pour les pratiques administratives,
- Simplifier la législation et introduire des critères de productivité et d'évaluation du travail effectué

Et s'il est vrai que l'UNSA, réaliste et pragmatique, n'a jamais revendiqué l'immobilisme statutaire comme un parangon des vertus administratives et a su intégrer dans ses propositions les évolutions économiques et sociales face au «renouveau du service public».

Elle a d'ailleurs su signer des accords avec les pouvoirs publics pour une amélioration du service rendu aux usagers et pour un meilleur traitement des agents publics.

Par contre, elle n'est pas dupe de cette « énième » promesse d'un eldorado alchimique qui ferait changer le plomb, notre système administratif actuel, en or, la nouvelle administration centrée sur des actions étatiques, régaliennes en régression et laissant ainsi des pans entiers à un libéralisme effréné avec le risque d'une société à 2 vitesses.



Alors, devant la surdité des pouvoirs publics d'ouvrir des négociations salariales, devant cette volonté activiste de remettre en cause un système sans réelle concertation, devant « la prise d'otages » des usagers pour faire passer en force certaines réformes, l'UNSA-Itefa se permet de répondre comme un miroir en écho :

- ✿ *La défense d'un service public performant et républicain ;*
- ✿ *Son maintien au service de tous également ;*
- ✿ *Le respect des agents publics afin qu'ils ne deviennent pas une population en voie de précarisation.*

Paris, le 9 septembre 2007

Comité de rédaction : Martine Noulain ; Brigitte Pineau ; Michel Zeau